



Intervention des Unions Locales CGT d'Arles, Tarascon, Chateaufort le 26 juillet 2013

A l'attention de Monsieur François Hollande le
Président de la République

Redynamiser l'industrie, s'attaquer aux inégalités et à la grande misère, faire de l'emploi un objectif essentiel, en particulier pour les jeunes, réduire la précarité, et même partager les richesses : telles étaient les priorités annoncées par l'Élysée et par Matignon il y a un an.

Pour autant le « plan d'investissements d'avenir » présenté mardi 19 juillet par le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault qui viserait à la fois à retrouver la croissance et à la transition énergétique, ne répond, ni à l'un, ni à l'autre de ces deux objectifs et est de plus sans contrepartie pour les entreprises. Il oublie la question cruciale de l'emploi.

Si tout un chacun peut souscrire à l'amélioration des transports, au développement de la recherche et université, à la rénovation thermique et à la ville de demain, à l'innovation industrielle ; n'est ce pas tout simplement une réponse partielle aux besoins de services publics et non le nécessaire changement de cap !

La CGT a toujours porté avec force le maintien de l'Industrie, son développement et une politique industrielle pour l'avenir de l'économie de notre pays en réponse aux besoins sociaux des populations. Le tout en adéquation avec le développement des services publics, puisque l'un et l'autre sont indissociables.

Pour la CGT, préparer l'avenir nécessite de rompre avec l'austérité qui handicape l'intervention publique et le progrès social.

Le Medef poursuit son offensive, sur le terrain, dans les entreprises, dans les négociations, mais aussi médiatiquement : en prétendant que rémunérer le travail pénaliserait la compétitivité des entreprises, alors qu'elles souffrent d'un manque d'investissement, d'une trop forte rémunération des actionnaires, et d'une consommation en déclin faute d'emplois et de salaires corrects.

Leur objectif ? Réduire ce qu'ils appellent le « coût du travail ». Par tous les moyens..

Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux est une nécessité pour relancer l'économie et l'emploi, et pour financer nos retraites et la Sécurité sociale.

C'est possible, à condition de réorienter les richesses créées par le travail vers l'investissement et la réponse aux besoins sociaux.

C'est possible, car la part des dividendes versée aux actionnaires n'a cessé d'augmenter depuis trente ans, passant de 5 à 25 %.

Le pays d'Arles n'échappe pas à cette situation : rappelons que le taux de chômage à Arles est de 16,6 % sur 22 440 actifs pour une population globale de 53 000 habitants.

Nous voulons garder nos entreprises, garder nos emplois. Le secteur industriel local, déjà très altéré par les nombreuses fermetures (Lustucru, Papeterie Etienne, Linpac...), est toujours menacé.

Des plans sociaux dit de sauvegarde de l'emploi s'enchaînent et déciment le tissu industriel du Pays d'Arles aujourd'hui : EPC France (Ex Nitrochimie (72 emplois)), Transgourmet (4^{ème} PSE 66 emplois menacés), Conserves France (2^{ème} PSE, 44 emplois), Harmonia Mundi (38 salariés)

Pour la CGT, l'avenir et le développement de l'économie du Nord du Département, en particulier de la Ville d'Arles ne peut être que le seul « tout tourisme », qui n'est que précarité. Tout comme le développement des Zones de logistiques, notamment celle de Saint Martin de Crau qui s'accompagne en matière de Transport, du choix du « tout routier » contre le développement du FRET avec la SNCF. Sans parler de la précarité qui s'y développe et de l'existence de conditions de travail « d'un autre âge ».

Les services publics notamment les services publics de proximité sont menacés dans leur implantation locale avec les emplois statutaires qui s'y rattachent.

L'emploi est attaqué également à la poste, les tournées des facteurs vont être réduites.

La situation est préoccupante à l'hôpital : Comment prétendre vouloir rénover l'hôpital public, dès lors que les 4,5 milliards d'euros par an cités seraient financés par des économies

sur l'objectif national de dépenses de l'Assurance maladie. Ce n'est là qu'effet d'affichage, véritable duperie et mise à mal du droit à la santé pour tous.

Pour la CGT, préparer l'avenir nécessite de rompre avec l'austérité qui handicape l'intervention publique et le progrès social.

Le vote concernant la métropole nous impose un projet dramatique pour un service public de proximité de qualité, pour la sauvegarde de l'emploi.

Nous sommes opposés à la métropole qui détruit les communes et le département, base de la démocratie et les services publics locaux, outils de la démocratie.

Les Unions Locales CGT d'Arles, de Tarascon, de Chateaurenard, réaffirment avec l'Union Départementale CGT des Bouches du Rhône, leur volonté, leur engagement pour la défense, le développement de l'emploi industriel dans le Nord du Département. En lien avec le développement des services publics de proximité, et d'une protection sociale qui répondent aux besoins sociaux des retraités, des privés d'emploi, des salariés, de la population.